

## REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 - 2256

[C - 27446]

11 MAI 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets en date du 5 mai 1995;

Vu l'avis de l'Office régional wallon des déchets en date du 3 mai 1995;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes et Communes en date du 10 mai 1995;

Vu l'urgence, motivée d'une part, par le déséquilibre grandissant entre les petites et les grandes communes quant au nombre d'ACS affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs auxquels elles ont droit eu égard au mode de calcul retenu dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 relatif aux ACS affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs;

Et, d'autre part, motivée par la nécessité pour les pouvoirs locaux, communes ou intercommunales, d'intégrer cette donnée dans la préparation des nouveaux budgets;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- "l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986" : l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

- "l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991" : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels;

- "parc à conteneurs" : site clôturé dûment autorisé et surveillé où est opéré l'accueil sélectif des déchets tels que verres, huiles, papiers, cartons, plastiques et métaux, et où ceux-ci sont triés et répartis dans des conteneurs selon leur nature, puis écoulés vers des centres qui procèdent soit à leur valorisation s'ils sont récupérables, soit à leur élimination s'ils ne le sont pas;

- "contractuels subventionnés" : les agents tels que définis à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

**Art. 2.** Le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 est étendu aux associations de communes à finalité économique lorsque les contractuels subventionnés sont affectés à l'exploitation de parcs à conteneurs tels que définis à l'article 1er du présent arrêté ou à d'autres tâches environnementales conformément à l'article 5, § 2, ou à l'article 6, § 2, du présent arrêté.**Art. 3.** Lorsqu'un pouvoir local est une commune ou une association de communes, et qu'il affecte un contractuel subventionné à l'exploitation d'un parc à conteneurs, les dispositions du présent arrêté sont applicables par dérogation à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991.**Art. 4. § 1er.** Le montant de la prime annuelle dont bénéficie le pouvoir local s'élève à 350 000 francs.**§ 2.** Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions alloue, en plus de la prime visée au § 1er, une subvention annuelle de 350 000 francs par agent contractuel subventionné affecté à l'exploitation d'un parc à conteneurs.**Art. 5. § 1er.** Si le pouvoir local est une commune, le bénéfice des primes visées à l'article 4 est subordonné aux conditions suivantes :

1° la commune doit soumettre la totalité de ses déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1er, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confier une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

2° chaque parc à conteneurs doit être accessible aux usagers gratuitement et à plein temps, soit au moins 38 heures par semaine, dont au moins 4 heures le samedi;

3° l'accès à chaque parc à conteneurs doit exclusivement être réservé aux particuliers;

4° la commune doit régulièrement informer les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa localisation, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

**§ 2.** Par dérogation au § 1er, 2°, le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions peut autoriser qu'un parc à conteneurs en exploitation desservant moins de 16 000 usagers ne soit accessible qu'à mi-temps, soit 19 heures par semaine, dont au moins 4 heures le samedi. Cette autorisation ne peut être accordée que pour autant que les agents contractuels subventionnés concernés soient affectés en dehors des heures d'accès et pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire, à d'autres tâches environnementales au sein de la commune.**Art. 6. § 1er.** Si le pouvoir local est une association de communes, le bénéfice des primes visées à l'article 4 est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'association de communes doit s'être vu confier l'exploitation de parcs à conteneurs par une ou plusieurs communes membres de l'association, en vue du traitement de leurs déchets;

2° la ou les communes qui ont confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association doivent soumettre la totalité de leurs déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1er, 4°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983, relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confier une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

3° chaque parc à conteneurs doit être accessible aux usagers gratuitement et à temps plein, soit au moins 38 heures par semaine, dont au moins 4 heures le samedi;

4° l'accès à chaque parc à conteneurs doit être exclusivement réservé aux particuliers;

5° l'association de communes doit régulièrement informer les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa gratuité et ses heures d'accès.

§ 2. Par dérogation au § 1er, 3°, le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions peut autoriser qu'un parc à conteneurs en exploitation qui dessert moins de 16 000 usagers, ne soit accessible qu'à mi-temps, soit 19 heures par semaine, dont au moins 4 heures le samedi.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour autant que les agents contractuels subventionnés concernés soient affectés en dehors des heures d'accès et pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire, à d'autres tâches environnementales au sein de l'association de communes.

Art. 7. § 1er. Le nombre maximum d'agents contractuels pour lesquels le pouvoir local peut bénéficier des primes visées à l'article 4 du présent arrêté est fixé de la façon suivante :

1° si le parc à conteneurs en exploitation dessert moins de 16 000 usagers : 2 ACS;

2° si le parc à conteneurs en exploitation dessert entre 16 001 et 30 000 usagers : 3 ACS;

3° si le parc à conteneurs en exploitation dessert entre 30 001 et 50 000 usagers : 4 ACS.

§ 2. Il ne peut y avoir plus de 4 ACS par parc à conteneurs.

§ 3. Le nombre d'usagers desservis par parc à conteneurs est défini à l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 8. § 1er. Lorsque le pouvoir local est une association de communes, le nombre maximum d'agents contractuels pouvant bénéficier des primes visées à l'article 4 est égal au total de ceux auxquels elle peut prétendre sur base de l'article 7.

§ 2. Le nombre maximum prévu au § 1er est à majorer d'une unité de coordination pour les associations de communes visées à l'annexe 1 qui disposent de moins de 20 agents contractuels subventionnés réellement engagés et d'une unité de coordination supplémentaire par série de 20 agents contractuels subventionnés réellement engagés au-delà du nombre de 20, pour autant que :

1° l'ensemble des usagers de la zone ait accès à l'ensemble des parcs à conteneurs de la zone;

2° le prix à l'habitant dû par chacune des communes associées pour ce service à l'association, soit identique pour chacune de ces communes.

§ 3. Lorsque l'horaire d'ouverture hebdomadaire visé à l'article 6, § 1er, 3°, est supérieur à 38 heures pour tous les parcs à conteneurs couverts par l'association de communes, le nombre maximum d'agents contractuels subventionnés prévu au § 1er est à majorer d'une unité par série de 10 agents contractuels subventionnés réellement engagés par tranche de 20 heures au-delà de 38 heures.

Art. 9. Lorsqu'une commune confie l'exploitation de parcs à conteneurs à une association de communes pour le traitement de ses déchets, seule cette dernière peut bénéficier des primes visées à l'article 4.

Art. 10. Le pouvoir local qui désire bénéficier des primes visées à l'article 4 pour des agents contractuels subventionnés affectés à des parcs à conteneurs, introduit une demande, en double exemplaire, conforme au modèle repris en annexe 2 du présent arrêté, auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Si le pouvoir local n'est pas mentionné à l'annexe 1 du présent arrêté, il joint à sa demande le nombre d'usagers desservis par le parc à conteneur, et, le cas échéant, la convention établissant la collaboration entre divers pouvoirs locaux pour l'utilisation commune du parc à conteneurs.

L'octroi de toute prime est subordonné au respect d'une convention entre le pouvoir local et le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, conforme au modèle repris à l'annexe 3.

Art. 11. § 1er. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs est abrogé.

§ 2. Par dérogation au § 1er, l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1992 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs demeure applicable jusqu'au 31 janvier 1996 aux pouvoirs locaux qui, si le présent arrêté leur était appliqué, bénéficieraient d'un nombre d'ACS inférieur à celui dont ils bénéficient en exécution de l'arrêté du 3 décembre 1992 et ce, pour autant que les ACS soient déjà engagés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets dès sa publication au *Moniteur belge*. Il cessera d'être en vigueur le 31 janvier 2000.

Art. 13. Les Ministres ayant l'Emploi et l'Environnement dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe 1

Nombre d'usagers desservis par  
parc à conteneurs

[F - 27446]

B.E.P.N.AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
ANDENNE	23.300	Andenne	3
ASCESSE	10.816	Assesse et Gesves	2
CERFONTAINE	4.190	Cerfontaine	2
FERNELMONT	5.870	Fernelmont	2
FOSES-LA-VILLE	8.276	Fosses-la-Ville	2
GEMBOUX	19.550	Gembloux	3
JEMEPPE-S/SAMBRE	17.241	Jemeppe-sur-Sambre	3
LA BRUYERE	7.403	La Bruyère	2
NANINNE MALONNE	104.372	Namur 1 Namur 2 Namur 3	4 4 4
METTET	10.561	Mettet	2
SAMBREVILLE	27.424	Sambreville	3
ANHEE	16.661	Anhée, Onhaye, Yvoir	3
BEAURAING	8.057	Beauraing	2
CINEY	14.122	Ciney	2
DINANT	12.461	Dinant	2
HAMOIS	6.017	Hamois	2
HASTIERE	4.560	Hastière	2
HAVELANGE	7.855	Havelange, Somme-Leuze	2
PROFONDEVILLE	10.015	Profondeville	2
ROCHEFORT	11.450	Rochefort	2
COUVIN	18.704	Couvin, Viroinval	3
FLORENNES	10.724	Florennes	2
PHILIPPEVILLE	7.384	Philippeville	2
WALCOURT	16.121	Walcourt	3
MALVOISIN	10.004	Bièvre, Gedinne, Vresse-sur-Semois	2
		Total	67
		Coordinateurs	3
		<b>TOTAL</b>	<b>70</b>

**I.B.W.****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
BRAINE-L'ALLEUD	33.802	Braine-l'Alleud	4
BRAINE-LE-CHATEAU	8.366	Braine-le-Château	2
BRAINE-LE-COMTE	18.190	Braine-le-Comte	3
CHAUMONT-GISTOUX	9.275	Chaumont-Gistoux	2
COURT-ST-ETIENNE	8.021	Court-St-Etienne	2
GENAPPE	13.299	Genappe	2
INCOURT	12.137	Incourt, Grez-Doiceau, Beauvechain, Jodoigne	2
ITTRE	5.393	Ittre	2
JODOIGNE	12.883	Jodoigne, Beauvechain, Ramillies	2
NIVELLES	23.435	Nivelles	3
ORP-JAUCHE	11.696	Orp-Jauche, Hélecine, Ramillies	2
OTTIGNIES/L-L-N	27.220	Ottignies, Mont-St-Guibert	3
PERWEZ	8.598	Perwez, Ramillies, Rebecq	2
REBECQ	9.513	Rebecq	2
RIXENSART	32.410	Rixensart, Lasne, La Hulpe	4
TUBIZE	21.014	Tubize	3
VILLERS-LA-VILLE	8.546	Villers-la-Ville	2
WALHAIN	13.740	Walhain, Chastre, Mont-St-Guibert	2
WATERLOO	36.813	Waterloo, Lasne, La Hulpe	4
WAVRE	36.802	Wavre, Grez-Doiceau	4
		Total	52
		Coordinateurs	3
		<b>TOTAL</b>	<b>55</b>

**I.C.D.I.****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
AISEAU-FARCIENNES	22.715	Aiseau-Présies/Farciennes	3
ANDERLUES	11.420	Anderlues	2
CHARLEROI	207.000 (1)	Charleroi	4
	(2)		4
	(3)		4
	(4)		4
CHATELET	36.485	Châtelet	4
COURCELLES	29.700	Courcelles	3
FLEURUS	22.876	Fleurus	3
FONTAINE-L'EVEQUE	17.510	Fontaine-l'Évêque	3
GERPINNES	11.562	Gerpennes	2
HAM-SUR-HEURE	12.953	Ham-sur-Heure/Nalinnes	2
LES BONS VILLERS	8.399	Les Bons Villers	2
MONTIGNY-LE-TILLEUL	10.277	Montigny-le-Tilleul	2
PONT-A-CELLES	15.688	Pont-à-Celles	2
THUIN	14.268	Thuin	2
		Total	46
		Coordinateurs	2
		<b>TOTAL</b>	<b>48</b>

**IDEA****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
BINCHE	32.929	Binche	4
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	14.204	Chapelle-lez-Herlaimont	2
ECAUSSINNES	9.536	Ecaussinnes	2
ESTINNES	7.287	Estinnes	2
LE ROEULX	7.938	Le Roeulx	2
MANAGE	21.871	Manage	3
MERBES	3.996	Merbes	2
MORLANWELZ	18.285	Morianwelz	3
SOIGNIES	24.086	Soignies	3
LA LOUVIERE (4 PAC)	88.000	La Louvière	12
		<b>Total</b>	<b>35</b>
		Coordinateurs	1
		<b>TOTAL</b>	<b>36</b>

**IDELUX****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
AMBLEVE	5.107	Ambiève	2
ARLON	24.063	Arlon	3
ATTERT	3.525	Attert	2
AUBANGE	25.024	Aubange, Messancy, Musson	3
BASTOGNE	12.564	Bastogne	2
BERTOIGNE	5.450	Bertogne, Sainte-Ode	2
BERTRIX	9.357	Bertrix	2
BOUILLON	9.197	Bouillon	2
BUTGENBACH	5.460	Butgenbach	2
CHINY	5.497	Chiny	2
DURBUY	13.102	Durbuy	2
EREZEE	3.384	Erezée	2
FLORENVILLE	6.861	Florenville	2
GOUVY	5.401	Gouvy	2
HABAY	6.781	Habay	2
HERBEUMONT	2.167	Herbeumont	2
HOTTON	5.627	Hotton	2
HOUFFALIZE	5.546	Houffalize	2
LA ROCHE	7.276	La Roche	2
LEGLISE	3.608	Léglise	2
LIBIN	4.695	Libin	2
LIBRAMONT	8.858	Libramont	2
LIERNEUX	7.598	Lierneux, Manhay	2
MALMEDY	11.143	Malmédy	2
MARCHE	16.119	Marche	3
NASSOGNE	5.223	Nassogne	2
NEUFCHATEAU	6.425	Neurichâteau	2
PALISEUL	5.204	Paliseul	2
RENDEUX	3.429	Rendeux	2
ROUVROY	17.256	Rouvroy, Meix, Virton	3

**IDELUX****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
SAINT-HUBERT	6.363	Saint-Hubert	2
SAINT-LEGER	3.081	Saint-Léger	2
SAINT-VITH	9.194	Saint-Vith	2
STAVELOT	7.963	Stavelot	2
STOUMONT	3.525	Stoumont	2
TENNEVILLE	2.756	Tenneville	2
TROIS-PONTS	3.007	Trois-Ponts	2
VAUX-SUR-SURE	3.950	Vaux-sur-Sûre	2
VIELSALM	8.218	Vielsalm	2
WAIMES	7.645	Waimes	2
WELLIN	3.000	Wellin	2
BULLANGE	5.615	Bullange	2
BURG-REULAND	4.023	Burg-Reuland	2
DAVERDISSE	1.653	Daverdisse	2
TELLIN	2.535	Tellin	2
FAUVILLERS	3.821	Fauvillers, Martelange	2
		<b>Total</b>	<b>96</b>
		Coordinateurs	5
		<b>TOTAL</b>	<b>101</b>

**INTERSUD****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
THUIN	19.864	Thuin, Lobbes	3
CHIMAY	9.761	Chimay	2
ERQUELINNES	13.584	Erquelinnes, Merbes-le-Château	2
MOMIGNIES	5.075	Momignies	2
2 PAC sur la zone dite "centrale"	13.735	Froidchapelle, Beaumont, Sivry-Rance	4
		<b>Total</b>	<b>13</b>
		Coordinateur	1
		<b>TOTAL</b>	<b>14</b>

**INTRADEL****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
ANS	35.894	Ans, Awans	4
AYWAILLE	9.580	Aywaille	2
BLEGNY	11.895	Blégny	2
BURDINNE	7.625	Burdinne, Braives	2
COMBLAIN	5.205	Comblain	2
FLEMALLE	32.373	Fiémalle, Engis	4
FLERON	44.869	Fléron, Beyne-Heusay, Soumagne, Olne	4
GRACE-HOLLOGNE	46.141	Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas	4
HANNUT	15.161	Hannut, Lincent	2
HUY	27.325	Huy, Marchin, Ohey	3
NANDRIN	13.838	Nandrin, Neupré	2
OUPEYE	23.507	Oupeye	3
REMICOURT	15.175	Remicourt, Donceel, Crisnée, Fexhe	2
SPA	10.432	Spa	2
SPRIMONT	11.577	Sprimont	2
WISE	22.810	Visé, Dalhem	3
WANZE	39.576	Wanze, Amay, Saint-Georges, Verlaine, Villers le Bouillet	4
WAREMME	20.592	Waremme, Geer, Faimés, Berloz	3
ANTHISNES	6.171	Anthisnes, Ouffet	2
BASSENGE	8.091	Bassenge	2
CHAUDFONTAINE	20.725	Chaudfontaine	3
CLAVIER	9.359	Clavier, Modave, Tiniot	2
ESNEUX	12.959	Esneux	2
FERRIERES	7.381	Ferrières, Hamoir	2
HERSTAL	36.932	Herstal	4
HERVE	20.531	Herve, Thimister	3
JALHAY	6.687	Jalhay	2
KELMIS	19.103	Kelmis, Raeren	3
LIMBOURG	8.871	Limbourg, Baelen	2
PLOMBIERES	12.794	Plombières, Aubel	2
SERAING	61.439 (1) (2)	Seraing	4 4
THEUX	10.381	Theux	2
TROOZ	7.658	Trooz	2
VERVIERS	77.243 (1) (2)	Verviers, Pépinster, Dison	4 4
WASSEIGES	2.024	Wasseiges	2
WELKENRAEDT	13.059	Welkenraedt, Lontzen	2
LIEGE 1	195.389	Liège Bayards	4
LIEGE 2		Liège Sart Moray	4
LIEGE 3			4
LIEGE 4			4
EUPEN	17.211	Eupen	3
		Total	122
		Coordinateurs	6
		<b>TOTAL</b>	<b>128</b>

**INTRADEL****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
ANS	35.894	Ans, Awans	4
AYWAILLE	9.580	Aywaille	2
BLEGNY	11.895	Blégny	2
BURDINNE	7.625	Burdinne, Braives	2
COMBLAIN	5.205	Comblain	2
FLEMALLE	32.373	Flémalle, Engis	4
FLERON	44.869	Fléron, Beyne-Heusay, Soumagne, Olné	4
GRACE-HOLLOGNE	46.141	Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas	4
HANNUT	15.161	Hannut, Lincent	2
HUY	27.325	Huy, Marchin, Ohey	3
NANDRIN	13.838	Nandrin, Neupré	2
OUPEYE	23.507	Oupeye	3
REMICOURT	15.175	Remicourt, Donceel, Crisnée, Fexhe	2
SPA	10.432	Spa	2
SPRIMONT	11.577	Sprimont	2
WISE	22.810	Visé, Dalhem	3
WANZE	39.576	Wanze, Amay, Saint-Georges, Verlaire, Villers le Bouillet	4
WAREMME	20.592	Waremme, Geer, Faimés, Berloz	3
ANTHISNES	6.171	Anthisnes, Ouffet	2
BASSENGE	8.091	Bassenge	2
CHAUDFONTAINE	20.725	Chaudfontaine	3
CLAVIER	9.359	Clavier, Modave, Tinfot	2
ESNEUX	12.959	Esneux	2
FERRIERES	7.381	Ferrières, Hamoir	2
HERSTAL	36.932	Herstal	4
HERVE	20.531	Herve, Thimister	3
JALHAY	6.687	Jalhay	2
KELMIS	19.103	Kelmis, Raeren	3
LIMBOURG	8.871	Limbourg, Baelen	2
PLOMBIERES	12.794	Plombières, Aubel	2
SERAING	61.439 (1) (2)	Seraing	4 4
THEUX	10.381	Theux	2
TROOZ	7.658	Trooz	2
VERVIERS	77.243 (1) (2)	Verviers, Pépinster, Dison	4 4
WASSEIGES	2.024	Wasseiges	2
WELKENRAEDT	13.059	Welkenraedt, Lontzen	2
LIEGE 1	195.389	Liège Bayards	4
LIEGE 2		Liège Sart Moray	4
LIEGE 3			4
LIEGE 4			4
EUPEN	17.211	Eupen	3
		<b>Total</b>	<b>122</b>
		Coordinateurs	6
		<b>TOTAL</b>	<b>128</b>



**IPALLE****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
LEUZE	17.815	Leuze entité (+) Barry, Maulde, Baugnies, Moulbaix, Houtaing	3
BELOEIL	17.203	Beloeil entité (+) Blaton	3
RUMES	8.245	Rumes entité (+) Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere	2
ENGHIEN	10.437	Enghien entité	2
ATH	21.182	Ath entité (-) Moulbaix, Houtaing	3
TOURNAI 1	31.000	Tournai intra-muros (+) Pecq en partie	4
LESSINES	16.298	Lessines entité	3
ESTAIMPUIS	16.008	Estaimpuis entité (+) Herseaux, Pecq en partie	3
FRASNES	10.709	Frasnes entité	2
PERUWELZ	16.090	Péruwelz entité (-) Baugnies	3
ELLEZELLES-FLOBECQ	8.508	Ellezelles entité+ Flobecq entité	2
ANTOING-BRUNEHAUT	16.792	Antoing entité, Brunehaut entité (+) Saint-Maur et Vezon	3
TOURNAI 2	17.000	Tournai extra-muros en partie	3
SILLY	8.262	Silly entité (+) Brugelette entité en partie	2
MOUSCRON 1	17.000	Mouscron entité en partie	3
COMINES	17.822	Comines entité	3
MOUSCRON 2	16.500	Mouscron entité en partie (-) Herseaux en partie	3
MOUSCRON 3	16.500	Solde entité de Mouscron	3
TOURNAI 3	16.300	Solde Tournai extra-muros (-) St-Maur, Vezon, Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere, Barry, Maulde	3
MT-ENCLUS - CELLES (Mont Enclus → affiliation demandée par la commune)	8.551	Enclus entité Celles entité et à proposer à la prochaine A.G.	2
BERNISSART	7.479	Entité de Bernissart (-) Blaton	2
CHIEVRES	7.480	Chièvres entité (+) Brugelette en partie	2
		<b>Total</b>	<b>59</b>
		Coordinateurs	3
		<b>TOTAL</b>	<b>62</b>

**I.S.P.H.****AGENTS A.C.S. POUR L'EXPLOITATION DES P.A.C.**

Nom de la commune où le parc est localisé	Population desservie	Communes concernées	Nombre d'A.C.S.
BOUSSU	20.727	Boussu	3
COLFONTAINE	21.428	Colfontaine	3
FRAMERIES	21.268	Frameries	3
HONNELLES	4.983	Honnelles	2
MONS	92.553 (1)	Mons	3
	(2)		3
	(3)		3
QUAREGNON	19.660	Quaregnon	3
QUEVY	7.382	Quévy	2
SAINT-GHISLAIN	22.155	Saint-Ghislain	3
HENSIES	6.729	Hensies	2
		<b>Total</b>	<b>30</b>
		<b>Coordinateurs</b>	<b>1</b>
		<b>TOTAL</b>	<b>31</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe 2

**Modèle de demande de primes pour des agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs et de convention d'octroi de ces primes**

## Demande de prime

1° La ville, la commune de .....  
représentée par M./Mme ..... , bourgmestre et  
représentée par M./Mme ..... , secrétaire communal

2° L'association de communes dénommée ..... ayant son siège à .....  
représentée par M./Mme ..... , président du conseil d'administration et  
représentée par M./Mme ..... , secrétaire du conseil d'administration  
ci-dessous dénommée "le pouvoir local".

## 1. Si le pouvoir local est une commune

A. Souhaite bénéficier des primes visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs pour ..... agents contractuels à temps plein qu'elle affectera au(x) parc(s) à conteneurs suivant(s) :

N° 1 Parc de ..... , situé .....

N° 2 Parc de ..... , situé .....

N° 3 Parc de ..... , situé .....

N° 4 Parc de ..... , situé .....

B. Souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 5, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995. Le(s) parc(s) à conteneurs visés par cette autorisation sont :

N° 1 Parc de ..... , situé .....  
accessible ..... heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.

N° 2 Parc de ..... , situé .....  
accessible ..... heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.

N° 3 Parc de ..... , situé .....  
accessible ..... heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.

N° 4 Parc de ..... , situé .....  
accessible ..... heures/semaine, dont 4 au moins le samedi.

Les tâches environnementales auxquelles seront affectés les ASC pour le solde de leur temps de travail hebdomadaire sont :

1. Activité : .....  
 Nombre d'heures/semaine : .....
2. Activité : .....  
 Nombre d'heures/semaine : .....
3. Activité : .....  
 Nombre d'heures/semaine : .....
4. Activité : .....  
 Nombre d'heures/semaine : .....

C. Le ou les agents contractuels subventionnés sont engagés et affectés à ces parcs à conteneurs à partir du :

- Agent 1 ..... au parc n° .....
- Agent 2 ..... au parc n° .....
- Agent 3 ..... au parc n° .....
- Agent 4 ..... au parc n° .....

D. Le nombre d'usagers potentiels du parc à conteneurs est de ..... (voir nombre de référence d'usagers en annexe 1).

Le nombre maximum de primes dont peut bénéficier la commune est donc de : ..... primes.

2. Si le pouvoir local est une association de communes

A. Les communes ayant confié l'exploitation de parcs à conteneurs à l'association de communes demanderesse de primes sont les suivantes :

- Commune de ..... parc à conteneurs de .....
- Commune de ..... parc à conteneurs de .....
- Commune de ..... parc à conteneurs de .....
- Commune de ..... parc à conteneurs de .....

Le nombre d'usagers potentiels de chacun de ces parcs à conteneurs est de :

- Parc à conteneurs de ..... usagers potentiels
- Parc à conteneurs de ..... usagers potentiels
- Parc à conteneurs de ..... usagers potentiels
- Parc à conteneurs de ..... usagers potentiels

B. Souhaite obtenir l'autorisation visée à l'article 6, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

(N.B. : pour chaque commune est joint en annexe un détail des parcs à conteneurs visés par cette autorisation conforme au détail figurant au point 1 B).

C. Le nombre maximum de primes dont peut bénéficier l'association de communes est donc de :

- Parc à conteneurs de ..... primes
  - Parc à conteneurs de ..... primes
  - Parc à conteneurs de ..... primes
  - Parc à conteneurs de ..... primes
- Total : ..... primes.

3. Clauses communes

A. Le pouvoir local introduit la présente demande dans le respect de la procédure de négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et y joint le protocole de la négociation syndicale.

B. En conséquence, le pouvoir local :

- signe pour accord la convention figurant à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs;
- invite le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions à lui octroyer tout ou partie des primes demandées et à compléter l'article 1er de la convention en conséquence;
- invite le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions à marquer son accord sur l'octroi des primes par le Ministre de l'Emploi.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
 R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
 A. LIENARD.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
 G. LUTGEN

## Annexe 3

## Convention relative à l'octroi de primes

N° d'immatriculation à l'ONSS/APL : .....  
 Entre, d'une part, ....., ci-après dénommée le "pouvoir local",  
 Et, d'autre part, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions,  
 Il est convenu ce qui suit :

## Préliminaires

1. La présente convention est conclue dans le cadre de l'application de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs.

2. Le pouvoir local a introduit auprès du Ministre de l'Emploi, une demande de primes visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

## Article 1er. - Octroi de primes

Le Ministre octroie au pouvoir local ..... primes (nombre) annuelles pour autant d'agents contractuels subventionnés employés à temps plein.

## Article 2. - Montant des primes

Par application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 précité, le montant des primes accordées au pouvoir local dans le cadre de la présente convention est de 700 000 FB par agent contractuel.

## Article 3. - Activité dans le secteur non marchand

Le pouvoir local garantit que les activités des contractuels subventionnés pour lesquels les primes sont accordées sont :

- a) d'utilité publique ou sociale ou d'intérêt culturel;
- b) ne poursuivent aucun but lucratif;
- c) satisfont des besoins collectifs qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés.

## Article 4. - Affectation à un parc à conteneurs

Le pouvoir local garantit que les contractuels subventionnés pour lesquels les primes sont accordées sont affectés exclusivement à un ou des parcs à conteneurs visés à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 ou à d'autres tâches environnementales lorsque le pouvoir local bénéficie ou viendrait à bénéficier de la dérogation prévue à l'article 5, § 2 ou à l'article 6, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

## Article 5. - Conditions d'octroi des primes

1. Si le pouvoir local est une commune, il garantit :

1° qu'il soumet la totalité de ses déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1er, 4° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi des subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confie une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

2° que chaque parc à conteneurs est conforme à la définition qui en est donnée à l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995;

3° que ..... parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins 38 heures par semaine et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

4° que ..... parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins pendant 19 heures par semaine, et en tout cas le samedi pendant 4 heures, et que dans cette hypothèse, les agents contractuels subventionnés sont affectés durant 19 heures par semaine à d'autres tâches environnementales au sein de la commune;

5° que l'accès à chaque parc à conteneurs est exclusivement réservé aux particuliers;

6° qu'il informera régulièrement les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa localisation, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

2. Si le pouvoir local est une association de communes, il garantit :

1° qu'il s'est vu confier l'exploitation du ou des parcs à conteneurs auxquels sont affectés les agents contractuels subventionnés par une ou plusieurs communes, membres de l'association, en vue du traitement de leurs déchets;

2° que la ou les communes qui lui ont confié l'exploitation des parcs à conteneurs auxquels sont affectés les agents contractuels subventionnés doivent soumettre la totalité de leurs déchets à l'une des formes de traitement visées à l'article 1er, 4° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mars 1983 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés pour le traitement des déchets ménagers et, dans ce cadre, confient une partie de ceux-ci à un ou plusieurs parcs à conteneurs;

3° que ..... parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins 38 heures par semaine, et en tout cas le samedi pendant 4 heures;

4° que ..... parc(s) à conteneurs est (sont) accessible(s) gratuitement aux usagers au moins pendant 19 heures par semaine, et en tout cas le samedi pendant 4 heures, et que dans cette hypothèse, les agents contractuels subventionnés sont affectés durant 19 heures par semaine à d'autres tâches environnementales au sein de l'association de communes;

5° que l'accès à chaque parc à conteneurs est exclusivement réservé aux particuliers;

6° qu'il informera régulièrement les usagers potentiels de l'existence de chaque parc à conteneurs, de sa localisation, de sa gratuité et de ses heures d'accès.

## Article 6. - Modifications de la situation

Le pouvoir local fait connaître immédiatement au Ministre du Développement technologique et de l'Emploi, tout changement de nature à modifier une ou plusieurs des conditions d'octroi d'une prime.

Toute modification de l'une ou plusieurs des conditions d'octroi d'une prime entraîne, de plein droit, la perte du droit à celle-ci à partir du jour de la survenance de la modification.

En cas de violation par le pouvoir local de l'obligation d'information visée à l'alinéa 1er, le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi peut constater la perte du droit à l'ensemble des primes à partir du jour de la survenance de la modification non communiquée.

## Article 7. - Paiement des primes

Les primes sont payées conformément à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988 fixant les modalités de paiement de la prime visée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 précité.

## Article 8. - Durée

La présente convention produit ses effets le .....

Elle prend fin au plus tard le 31 janvier 2000.

Son entrée en vigueur est subordonnée à l'accord du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture.

Fait en 3 exemplaires, le .....

Le pouvoir local,

Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions,

Visé pour accord, le .....

Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions,

La présente convention signée par le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions et visée pour accord par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions est notifiée du pouvoir local par le Ministre de l'Emploi, ce .....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995.

Namur, le 11 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 - 2256

[C - 27446]

**11. MAI 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung über die bezuschußten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden**

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund des am 5. Mai 1995 abgegebenen Gutachtens der "Commission régionale des déchets" (Regionalkommission für Abfälle);

Aufgrund des am 3. Mai 1995 abgegebenen Gutachtens des "Office régional wallon des déchets" (Wallonisches Regionalamt für Abfälle);

Aufgrund des am 10. Mai 1995 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes et Communes" (Hoher Rat der Städte und Gemeinden);

In Erwägung der Dringlichkeit, einerseits begründet durch die zunehmende Unausgewogenheit zwischen den kleinen und großen Gemeinden bezüglich der Anzahl von in Containerparks beschäftigten bezuschußten Bediensteten, auf die sie Anspruch haben, unter Berücksichtigung der im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 über das bezuschußte Vertragspersonal, das in Containerparks beschäftigt wird, erwähnten Berechnungsart;

Und in Erwägung der Dringlichkeit, andererseits begründet durch die Notwendigkeit für die lokalen Behörden, Gemeinden oder Interkommunalen, diese Angaben bei der Vorbereitung ihrer neuen Haushalte zu verwenden;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

"Königlicher Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986": der Königliche Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

"Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991": der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden;

"Containerpark": ein eingezäuntes, ordnungsmäßig zugelassenes und überwachtes Gelände zum selektiven Sammeln von Abfällen wie Glas, Öl, Papier, Karton, Kunststoff und Metall, wo diese sortiert und je nach ihrer Beschaffenheit in Containern verteilt werden. Besagte Abfälle werden alsdann nach Zentren abtransportiert, um dort verwertet bzw. beseitigt zu werden, je nachdem sie noch wiederverarbeitungsfähig sind oder nicht;

"bezuschußte Vertragsbedienstete": die Bediensteten im Sinne von Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden.

**Art. 2.** Der Anwendungsbereich des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 wird auf die Gemeindevereinigungen mit Wirtschaftszweck ausgedehnt, wenn die bezuschuften Vertragsbediensteten für die Betreuung eines Containerparks im Sinne der Bestimmungen von Artikel 1 des vorliegenden Erlasses oder gemäß Artikel 5, § 2 oder Artikel 6, § 2 des vorliegenden Erlasses für andere Umweltaufgaben beschäftigt werden.

**Art. 3.** Wenn eine lokale Behörde eine Gemeinde bzw. eine Gemeindevereinigung ist und einen bezuschuften Vertragsbediensteten für die Betreuung von Containerparks beschäftigt, finden die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses Anwendung in Abweichung vom Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991.

**Art. 4. § 1.** Der der lokalen Behörde gewährte jährliche Zuschuß beträgt 350 000 BEF.

§ 2. Zusätzlich zu der in Paragraph 1 erwähnten Prämie gewährt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, einen jährlichen Zuschuß von 350 000 BEF. pro bezuschuften Vertragsbediensteten, der für die Betreuung von Containerparks beschäftigt wird.

**Art. 5. § 1.** Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde ist, wird die Gewährung der in Artikel 4 erwähnten Prämien an folgende Bedingungen geknüpft:

1° die Gemeinde muß ihre sämtlichen Abfälle gemäß einer der Behandlungsweisen verarbeiten lassen, die im Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle in einem oder mehreren Containerparks ablagern;

2° jeder Containerpark muß den Benutzern kostenlos und vollzeitig, d.h. mindestens 38 Stunden pro Woche und samstags wenigstens während 4 Stunden, zugänglich sein;

3° der Zugang zu jedem Containerpark muß ausschließlich den Privatpersonen vorbehalten sein;

4° die Gemeinde muß die potentiellen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, über seine Lage, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren.

§ 2. In Abweichung von § 1, 2° darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, erlauben, daß ein Containerpark in Betrieb, der nicht mehr als 16.000 Benutzer bedient, nur halbezeitig zugänglich wird, d.h. 19 Stunden in der Woche, von denen mindestens 4 Stunden samstags. Diese Erlaubnis darf nur dann gewährt werden, wenn die betroffenen bezuschuften Vertragsbediensteten außerhalb der Zugangszeiten und für ihre restliche wöchentliche Arbeitszeit für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden.

**Art. 6. § 1.** Wenn die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung ist, wird die Anwendung des Artikels 4 an folgende Bedingungen geknüpft:

1° Die Gemeindevereinigung muß durch eine oder mehrere Gemeinde(n), die Mitglied(er) der Vereinigung ist (sind), mit der Betreuung von Containerparks zwecks der Behandlung ihrer Abfälle beauftragt worden sein;

2° Die Gemeinde(n), die die Gemeindevereinigung mit der Betreuung der Containerparks beauftragt hat (haben), muß (müssen) ihre gesamten Abfälle gemäß einer der in Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll erwähnten Behandlungsweisen verarbeiten lassen; in diesem Rahmen muß (müssen) sie einen Teil dieser Abfälle einem oder mehreren Containerparks anvertrauen;

3° Jeder Containerpark muß den Benutzern kostenlos und vollzeitig, d.h. mindestens 38 Stunden pro Woche und samstags wenigstens während 4 Stunden, zugänglich sein;

4° Der Zugang zu jedem Containerpark muß ausschließlich den Privatpersonen vorbehalten sein;

5° Die Gemeindevereinigung muß die potentiellen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren.

§ 2. In Abweichung von § 1, 3° darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, erlauben, daß ein Containerpark in Betrieb, der weniger als 16 000 Benutzer bedient, nur halbezeitig zugänglich wird, d.h. 19 Stunden in der Woche, von denen mindestens 4 Stunden samstags. Diese Erlaubnis darf nur dann gewährt werden, wenn die betroffenen bezuschuften Vertragsbediensteten außerhalb der Zugangszeiten und für ihre restliche wöchentliche Arbeitszeit für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden.

**Art. 7. § 1.** Die Höchstanzahl von Vertragsbediensteten, für die die lokale Behörde die in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Prämie empfangen kann, wird wie folgt festgelegt:

1° Wenn der Containerpark in Betrieb weniger als 16 000 Benutzer bedient: 2 bezuschufte Vertragsbedienstete;

2° Wenn der Containerpark in Betrieb zwischen 16 001 und 30 000 Benutzern bedient: 3 bezuschufte Vertragsbedienstete;

3° Wenn der Containerpark in Betrieb zwischen 30 001 und 50 000 Benutzern bedient: 4 bezuschufte Vertragsbedienstete.

§ 2. Pro Containerpark darf es höchstens 4 bezuschufte Vertragsbedienstete geben.

§ 3. Die Anzahl Benutzer, die von einem Containerpark bedient werden, wird in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlaß festgelegt.

**Art. 8. § 1.** Ist die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung, so entspricht die Höchstanzahl der Vertragsbediensteten, für welche die in Artikel 4 erwähnten Prämien gewährt werden können, der gesamten Anzahl der Vertragsbediensteten, auf die sie gemäß Artikel 7 Anspruch erheben könnte.

§ 2. Die in § 1 vorgesehene Höchstanzahl ist für die in der Anlage 1 erwähnten Gemeindevereinigungen, die über weniger als 20 wirklich eingestellte bezuschufte Vertragsbedienstete verfügen, um eine Koordinationseinheit zu erhöhen; pro Serie von 20 wirklich eingestellten bezuschuften Vertragsbediensteten über diese ersten 20 hinaus kann eine zusätzliche Koordinationseinheit eingestellt werden, soweit:

1° die gesamten Benutzer des Gebiets Zugang zu den gesamten Containerparks des Gebiets haben;

2° der Preis pro Einwohner, der von jeder der zwecks dieser Dienstleistung vereinigten Gemeinden geschuldet wird, für jede dieser Gemeinden gleich ist.

§ 3. Wenn die in Artikel 6, § 1, 3° erwähnte wöchentliche Öffnungszeit für die gesamten Containerparks der Gemeindevereinigungen mehr als 38 Stunden beträgt, wird pro Gruppe von 20 geleisteten Stunden über die 38 Stunden hinaus die in § 1 vorgesehene Höchstanzahl der bezuschuften Vertragsbediensteten pro Serie von 10 wirklich eingestellten bezuschuften Vertragsbediensteten um eine Einheit erhöht.

**Art. 9.** Wenn eine Gemeinde zwecks der Behandlung ihrer Abfälle eine Gemeindevereinigung mit der Betreuung von Containerparks beauftragt, darf nur die Gemeindevereinigung die in Artikel 4 erwähnten Prämien empfangen.

**Art. 10.** Die lokale Behörde, die eine der in Artikel 4 erwähnten Prämien für in Containerparks beschäftigte bezuschufte Vertragsbedienstete, erhalten möchte, richtet einen Antrag in doppelter Ausfertigung nach dem als Anlage 2 beigefügten Muster an die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Wenn die lokale Behörde nicht in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlaß erwähnt ist, gibt sie zusammen mit ihrem Antrag die Anzahl der Benutzer an, die vom Containerpark bedient werden, und fügt gegebenenfalls das Abkommen zur Festlegung der Zusammenarbeit zwischen verschiedenen lokalen Behörden für die gemeinsame Benutzung des Containerparks hinzu.

Die Gewährung irgendwelcher Prämie untersteht der Beachtung eines Abkommens zwischen der lokalen Behörde und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört. Das Abkommen muß nach dem in der Anlage 3 stehenden Muster aufgestellt werden.

**Art. 11. § 1.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 über die bezuschuften Bediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, wird aufgehoben.

§ 2. In Abweichung von § 1, bleibt der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Dezember 1992 über die bezuschuften Bediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, bis zum 31. Januar 1996 anwendbar auf die lokalen Behörden, die, wenn der vorliegende Erlaß auf sie Anwendung fände, Anspruch auf eine Anzahl von bezuschuften Vertragsbediensteten hätten, die unter der Anzahl von bezuschuften Vertragsbediensteten liegt, auf die sie in Ausführung des Erlasses vom 3. Dezember 1992 Anspruch hatten, und dies soweit die bezuschuften Vertragsbediensteten am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses schon eingestellt waren.

**Art. 12.** Vorliegender Erlaß tritt sofort nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er tritt am 31. Januar 2000 außer Kraft.

**Art. 13.** Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Umwelt gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Anlage 1

[F - 27446]

**Anzahl Benutzer pro Containerpark**

**B.E.P.N.**

**BEZUSCHUFTTE VERTRAGSBEDIENSTETETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS**

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschufter Vertragsbediensteten
ANDENNE	23.300	Andenne	3
ASSESE	10.816	Assesse et Gesves	2
CERFONTAINE	4.190	Cerfontaine	2
FERNELMONT	5.870	Fernelmont	2
FOSES-LA-VILLE	8.276	Fosses-la-Ville	2
GEMBLoux	19.550	Gembloux	3
JEMEPPE-S/SAMBRE	17.241	Jemeppe-sur-Sambre	3
LA BRUYERE	7.403	La Bruyère	2
NANINNE MALONNE	104.372	Namur 1 Namur 2 Namur 3	4 4 4
METTET	10.561	Mettet	2
SAMBREVILLE	27.424	Sambreville	3
ANHEE	16.661	Anhée, Onhaye, Yvoir	3
BEAURAING	8.057	Beauraing	2
CINEY	14.122	Ciney	2
DINANT	12.461	Dinant	2
HAMOIS	6.017	Hamois	2
HASTIERE	4.560	Hastière	2
HAVELANGE	7.855	Havelange, Somme-Leuze	2
PROFONDEVILLE	10.015	Profondeville	2
ROCHEFORT	11.450	Rochefort	2

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschter Vertragsbediensteten
COUVIN	18.704	Couvin, Viroinval	3
FLORENNES	10.724	Florennes	2
PHILIPPEVILLE	7.384	Philippeville	2
WALCOURT	16.121	Walcourt	3
MALVOISIN	10.004	Bièvre, Gedinne, Vresse-sur-Semois	2
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>67</b>
		Koordinatoren	3
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>70</b>

I.B.W.BEZUSCHUSTEVERTRAGSBEDIENSTETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschter Vertragsbediensteten
BRAINE-L'ALLEUD	33.802	Braine-l'Alleud	4
BRAINE-LE-CHATEAU	8.366	Braine-le-Château	2
BRAINE-LE-COMTE	18.190	Braine-le-Comte	3
CHAUMONT-GISTOUX	9.275	Chaumont-Gistoux	2
COURT-ST-ETIENNE	8.021	Court-St-Etienne	2
GENAPPE	13.299	Genappe	2
INCOURT	12.137	Incourt, Grez-Doiceau, Beauvechain, Jodoigne	2
ITTRE	5.393	Ittre	2
JODOIGNE	12.883	Jodoigne, Beauvechain, Ramillies	2
NIVELLES	23.435	Nivelles	3
ORP-JAUCHE	11.696	Orp-Jauche, Hélecine, Ramillies	2
OTTIGNIES/L-L-N	27.220	Ottignies, Mont-St-Guibert	3
PERWEZ	8.598	Perwez, Ramillies, Rebecq	2
REBECCQ	9.513	Rebecq	2
RIXENSART	32.410	Rixensart, Lasne, La Hulpe	4
TUBIZE	21.014	Tubize	3
VILLERS-LA-VILLE	8.546	Villers-la-Ville	2
WALHAIN	13.740	Walhain, Chastre, Mont-St-Guibert	2
WATERLOO	36.813	Waterloo, Lasne, La Hulpe	4
WAVRE	36.802	Wavre, Grez-Doiceau	4
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>52</b>
		Koordinatoren	3
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>55</b>



I.C.D.I.BEZUSCHUßTE VERTRAGSBEDIENSTETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschußter Vertragsbediensteten
AISEAU-FARCIENNES	22.715	Aiseau-Presles/Farciennes	3
ANDERLUES	11.420	Anderlues	2
CHARLEROI	207.000	Charleroi	4
	(1)		4
	(2)		4
	(3)		4
	(4)		4
CHATELET	36.485	Châtelet	4
COUPCELLES	29.700	Courcelles	3
FLEURUS	22.876	Fleurus	3
FONTAINE-L'EVEQUE	17.510	Fontaine-l'Evêque	3
GERPINNES	11.562	Gerpennes	2
HAM-SUR-HEURE	12.953	Ham-sur-Heure/Nalinnes	2
LES BONS VILLERS	8.399	Les Bons Villers	2
MONTIGNY-LE-TILLEUL	10.277	Montigny-le-Tilleul	2
PONT-A-CELLES	15.688	Pont-à-Celles	2
THUIN	14.268	Thuin	2
		Gesamtzahl	46
		Koordinatoren	2
		GESAMTZAHL	48

IDEABEZUSCHUßTE VERTRAGSBEDIENSTETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschußter Vertragsbediensteten
BINCHE	32.929	Binche	4
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	14.204	Chapelle-lez-Herlaimont	2
ECAUSSINNES	9.536	Ecaussinnes	2
ESTINNES	7.287	Estinnes	2
LE ROEULX	7.938	Le Roeulx	2
MANAGE	21.871	Manage	3
MERBES	3.996	Merbes	2
MORLANWELZ	18.285	Morlanwelz	3
SOIGNIES	24.086	Soignies	3
LA LOUVIERE (4 Containerparks)	88.000	La Louvière	12
		Gesamtzahl	35
		Koordinatoren	1
		GESAMTZAHL	36

IDELUX**BEZUSCHUSTE VERTRAGSBEDIENSTETZ FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS**

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschuster Vertragsbediensteten
AMEL	5.107	Amel	2
ARLON	24.063	Arlon	3
ATTERT	3.525	Attert	2
AUBANGE	25.024	Aubange, Messancy, Musson	3
BASTOGNE	12.564	Bastogne	2
BERTOGNE	5.450	Bertogne, Sainte-Ode	2
BERTRIX	9.357	Bertrix	2
BOUILLON	9.197	Bouillon	2
BÜTGENBACH	5.460	Bütgenbach	2
CHINY	5.497	Chiny	2
DURBUY	13.102	Durbuy	2
EREZEE	3.384	Erezée	2
FLORENVILLE	6.861	Florenville	2
GOUVY	5.401	Gouvy	2
HABAY	6.781	Habay	2
HERBEUMONT	2.167	Herbeumont	2
HOTTON	5.627	Hotton	2
HOUFFALIZE	5.546	Houffalize	2
LA ROCHE	7.276	La Roche	2
LEGLISE	3.608	Léglise	2
LIBIN	4.695	Libin	2
LIBRAMONT	8.858	Libramont	2
LIERNEUX	7.598	Lierneux, Manhay	2
MALMEDY	11.143	Malmedy	2
MARCHE	16.119	Marche	3
NASSOGNE	5.223	Nassogne	2
NEUFCHATEAU	6.425	Neufchâteau	2
PALISEUL	5.204	Paliseul	2
RENDEUX	3.429	Rendeux	2
ROUVROY	17.256	Rouvroy, Meix, Virton	3
SAINT-HUBERT	6.363	Saint-Hubert	2
SAINT-LEGER	3.081	Saint-Léger	2
SANKT-VITH	9.194	Sankt-Vith	2
STAVELOT	7.963	Stavelot	2
STOUMONT	3.525	Stoumont	2
TENNEVILLE	2.756	Tenneville	2
TROIS-PONTS	3.007	Trois-Ponts	2
VAUX-SUR-SURE	3.950	Vaux-sur-Sûre	2
VIELSALM	8.218	Vielsalm	2
WEISMES	7.645	Weismes	2
WELLIN	3.000	Wellin	2
BÜLLINGEN	5.615	Büllingen	2
BURG-REULAND	4.023	Burg-Reuland	2
DAVERDISSE	1.653	Daverdisse	2
TELLIN	2.535	Tellin	2
FAUVILLERS	3.821	Fauvillers, Martelange	2
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>96</b>
		Koordinatoren	5
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>101</b>

INTERSUDBEZUSCHUßTE VERTRAGSBEDIENSTETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschußter Vertragsbediensteten
THUIN	19.864	Thuin, Lobbes	3
CHIMAY	9.761	Chimay	2
ERQUELINNES	13.584	Erquelinnes, Merbes-le-Château	2
MOMIGNIES	5.075	Momignies	2
2 Containerparks auf dem sogenannten "zentralen" Gebiet	13.735	Froidchappelle, Beaumont, Sivry-Rance	4
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>13</b>
		Koordinator	1
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>14</b>

INTRADELBEZUSCHUßTE VERTRAGSBEDIENSTETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschußter Vertragsbediensteten
ANS	35.894	Ans, Awans	4
AYWAILLE	9.580	Aywaille	2
BLEGNY	11.895	Blégny	2
BURDINNE	7.625	Burdinne, Braives	2
COMBLAIN	5.205	Comblain	2
FLEMALLE	32.373	Flémalle, Engis	4
FLERON	44.869	Fléron, Beyne-Heusay, Soumagne, Olne	4
GRACE-HOLLOGNE	46.141	Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas	4
HANNUT	15.161	Hannut, Lincet	2
HUY	27.325	Huy, Marchin, Ohey	3
NANDRIN	13.838	Nandrin, Neupré	2
OUPEYE	23.507	Oupeye	3
REMICOURT	15.175	Remicourt, Donceel, Crisnée, Fexhe	2
SPA	10.432	Spa	2
SPRIMONT	11.577	Sprimont	2
VISE	22.810	Visé, Dalhem	3
WANZE	39.576	Wanze, Amay, Saint-Georges, Verlaine, Villers le Bouillet	4
WAREMME	20.592	Waremmе, Geer, Faimеs, Berloz	3

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschter Vertragsbediensteten
ANTHISNES	6.171	Anthisnes, Ouffet	2
BASSENGE	8.091	Bassenge	2
CHAUDFONTAINE	20.725	Chaudfontaine	3
CLAVIER	9.359	Clavier, Modave, Tinlot	2
ESNEUX	12.959	Esneux	2
FERRIERES	7.381	Ferrières, Hamoir	2
HERSTAL	36.932	Herstal	4
HERVE	20.531	Herve, Thimister	3
JALHAY	6.687	Jalhay	2
KELMIS	19.103	Kelmis, Raeren	3
LIMBOURG	8.871	Limburg, Baelen	2
PLOMBIERES	12.794	Plombières, Aubel	2
SERAING	61.439 (1)	Seraing	4
	(2)		4
THEUX	10.381	Theux	2
TROOZ	7.658	Trooz	2
VERVIERS	77.243 (1)	Verviers, Pépinster, Dison	4
	(2)		4
WASSEIGES	2.024	Wasseiges	2
WELKENRAEDT	13.059	Welkenraedt, Lontzen	2
LÜTTICH 1	195.389	Lüttich Bayards	4
LÜTTICH 2		Lüttich Sart Moray	4
LÜTTICH 3			4
LÜTTICH 4			4
EUPEN	17.211	Eupen	3
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>122</b>
		Koordinatoren	6
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>128</b>

**IPALLE****BEZUSCHUßTE VERTRAGSBEDIENSTETE FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS**

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschter Vertragsbediensteten
LEUZE	17.815	Leuze Großgemeinde (+) Barry, Maulde, Bagnies, Moulbaix, Houtaing	3
BELOEIL	17.203	Beloeil Großgemeinde (+) Blaton	3
RUMES	8.245	Rumes Großgemeinde (+) Esplechlin, Froidmont, Willemeau, Ere	2

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschuster Vertragsbediensteten
ENGHIEU	10.437	Enghien Großgemeinde	2
ATH	21.182	Ath Großgemeinde (-) Moulbaix, Houtaing	3
TOURNAI 1	31.000	Tournai (intra muros) (+) Pecq teilweise	4
LESSINES	16.298	Lessines Großgemeinde	3
ESTAIMPUIS	16.008	Estaimpuis Großgemeinde (+) Herseaux, Pecq teilweise	3
FRASNES	10.709	Frasnes Großgemeinde	2
PERUWELZ	16.090	Péruwelz Großgemeinde (-) Baugnies	3
ELLEZELLES-FLOBECQ	8.508	Ellezelles Großgemeiude+ Flobecq Großgemeinde	2
ANTOING-BRUNEHAUT	16.792	Antoing Großgemeiude, Brunehaut Großgemeiude (+) Saint-Maur et Vezon	3
TOURNAI 2	17.000	Tournai extra muros teilweise	3
SILLY	8.262	Silly Großgemeiude (+) Brugelette Großgemeiude teilweise	2
MOUSCRON 1	17.000	Mouscron Großgemeiude teilweise	3
COMINES	17.822	Comines Großgemeiude	3
MOUSCRON 2	16.500	Mouscron Großgemeiude teilweise (-) Herseaux teilweise	3
MOUSCRON 3	16.500	Rest Großgemeiude Mouscron	3
TOURNAI 3	16.300	Rest Tournai (extra muros) (-) St-Maur, Vezon, Esplechin, Froidmont, Willemeau, Ere, Barry, Maulde	3
MT-ENCLUS - CELLES (Mont Enclus → von der Gemeiude beantragte Angliederung)	8.551	Enclus Großgemeiude Celles Großgemeiude und bei der nächsten Generalversammlung vorzuschlagen.	2
BERNISSART	7.479	Großgemeiude Bernissart (-) Blaton	2
CHIEVRES	7.480	Chièvres Großgemeiude (+) Brugelette teilweise	2
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>59</b>
		Koordinatoren	3
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>62</b>

I.S.P.H.BEZUSCHUßTE VERTRAGSBEDIENSTETEN FÜR DIE BETREIBUNG DER CONTAINERPARKS

Name der Gemeinde, in der der Park gelegen ist	Bediente Bevölkerung	Betroffene Gemeinden	Anzahl bezuschußter Vertragsbediensteten
BOUSSU	20.727	Boussu	3
COLFONTAINE	21.428	Colfontaine	3
FRAMERIES	21.268	Frameries	3
HONNELLES	4.983	Honnelles	2
MONS	92.553 (1)	Mons	3
	(2)		3
	(3)		3
QUAREGNON	19.660	Quaregnon	3
QUEVY	7.382	Quévy	2
SAINT-GHISLAIN	22.155	Saint-Ghislain	3
HENSIES	6.729	Hensies	2
		<b>Gesamtzahl</b>	<b>30</b>
		Koordinatoren	1
		<b>GESAMTZAHL</b>	<b>31</b>

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschußten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,  
der Beschäftigung und der Berufsbildung,  
A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Anlage 2

Muster des Antrags auf Prämien für bezuschusste Vertragsbedienstete,  
die in Containerparks beschäftigt werden, und der Vereinbarung für die Gewährung dieser Prämien

Prämieantrag

1° Die Stadt, die Gemeinde .....

vertreten durch:

H. ...., Bürgermeister und  
H. ...., Gemeindesekretär

2° Die Gemeindevereinigung, benannt .....

mit Sitz in .....  
vertreten durch:

H. ...., Vorsitzenden des Verwaltungsrates und  
H. ...., Sekretär des Verwaltungsrates,

nachstehend "die lokale Behörde" genannt,

1. Wenn die lokale Behörde eine Gemeinde ist

A. möchte die Prämien erhalten, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschusteten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, erwähnt sind, für ... Vollzeitvertragsbedienstete, die sie in dem/den folgenden Containerparks beschäftigt wird:

Nr. 1 Park von ..... gelegen .....

Nr. 2 Park von ..... gelegen .....

Nr. 3 Park von ..... gelegen .....

Nr. 4 Park von ..... gelegen .....

B. möchte die Erlaubnis erhalten, die in Artikel 5, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschusteten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, erwähnt ist. Der (die) durch diese Erlaubnis betroffene(n) Containerpark(s) ist (sind):

Nr. 1 Park von ..... gelegen .....

..... Stunden/Woche zugänglich, von denen mindestens 4 samstags

Nr. 2 Park von ..... gelegen .....

..... Stunden/Woche zugänglich, von denen mindestens 4 samstags

Nr. 3 Park von ..... gelegen .....

..... Stunden/Woche zugänglich, von denen mindestens 4 samstags

Nr. 4 Park von ..... gelegen .....

..... Stunden/Woche zugänglich, von denen mindestens 4 samstags

Die Umweltaufgaben, für die die bezuschusteten Vertragsbediensteten für ihre restliche wöchentliche Arbeitszeit beschäftigt werden, sind folgende:

1. Tätigkeit: .....

Anzahl Stunden pro Woche .....

2. Tätigkeit: .....

Anzahl Stunden pro Woche .....

3. Tätigkeit: .....

Anzahl Stunden pro Woche .....

4. Tätigkeit: .....

Anzahl Stunden pro Woche .....

C. Der oder die bezuschusste(n) Vertragsbedienstete(n) wird (werden) ab den folgenden Daten angestellt und in diesen Containerparks beschäftigt:

Bediensteter 1: ..... in Park Nr. ....

Bediensteter 2: ..... in Park Nr. ....

Bediensteter 3: ..... in Park Nr. ....

Bediensteter 4: ..... in Park Nr. ....

D. Die Anzahl der potentiellen Benutzer des Containerparks beträgt. (siehe Richtangaben über die Anzahl Benutzer in der Anlage 1)

Die Höchstanzahl der Prämien, die die Gemeinde empfangen kann, ist also: ..... Prämien.

2. Wenn die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung ist

A. Die Gemeinden, die der prämielantragstellenden Gemeindevereinigung die Betreuung von Containerparks anvertraut haben, sind folgende:

Gemeinde ..... Containerpark: .....

Gemeinde ..... Containerpark: .....

Gemeinde ..... Containerpark: .....

Gemeinde ..... Containerpark: .....

Die Anzahl der potentiellen Benutzer jedes dieser Containerparks ist:

Containerpark ..... potentielle Benutzer: .....

Containerpark ..... potentielle Benutzer: .....

Containerpark ..... potentielle Benutzer: .....

Containerpark ..... potentielle Benutzer: .....

B. Möchte die in Artikel 6, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 erwähnte Prämie erhalten.  
(Anm. für jede Gemeinde wird als Anlage beigefügt:

- eine detaillierte Aufstellung der durch diese Erlaubnis betroffenen Containerparks, die der vorstehend angeführten Unterteilung 1 B entspricht.)

C. Die Höchstanzahl der Prämien, die die Gemeindevereinigung erhalten kann, ist also:

Containerpark .....	Prämien
Containerpark .....	Prämien
Containerpark .....	Prämien
Containerpark .....	Prämien
Gesamtanzahl: .....	Prämien

### 3. Gemeinsame Bestimmungen

A. Die lokale Behörde reciht den vorliegenden Antrag ein unter Beachtung des durch das Gesetz vom 19. Dezember 1974 zur Organisierung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten dieser Behörden vorgesehenen Verhandlungsverfahrens und fügt das Protokoll über die gewerkschaftliche Verhandlung hinzu.

#### B. Die lokale Behörde

- unterzeichnet demzufolge die in der Anlage 3 zum Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschußten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, stehende Vereinbarung zur Zustimmung;

- ersucht den für die Beschäftigung zuständigen Minister, ihr die beantragten Prämien insgesamt oder teilweise zu gewähren und den Artikel 1 der Vereinbarung dementsprechend zu ergänzen,

- ersucht den für die Umwelt zuständigen Minister, die Gewährung der Prämien durch den Minister der Beschäftigung zu bewilligen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschußten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, beigefügt zu werden.

Namur, den 11. Mai 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,  
der Beschäftigung und der Berufsbildung

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUTGEN

### Anlage 3

#### Vereinbarung über die Gewährung von Prämien

Eintragungsnummer beim LASS/VLB: .....

Zwischen .., nachstehend die "lokale Behörde" genannt einerseits, und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, andererseits,

Wird das folgende vereinbart:

#### Vorbemerkungen

1. Diese Vereinbarung wird im Rahmen der Anwendung des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschußten Vertragsbediensteten, die in Containerparks beschäftigt werden, abgeschlossen.

2. Die lokale Behörde hat beim Minister der Beschäftigung einen Antrag auf Prämien eingereicht, die im Artikel 4 des besagten Erlasses vom 11. Mai 1995 angeführt sind.

#### Artikel 1. - Prämiengewährung

Der Minister gewährt der lokalen Behörde .....(Anzahl) Jahresprämien für soviel bezuschußte Vollzeitvertragsbedienstete.

#### Art. 2. - Prämienbetrag

In Anwendung des Artikels 4 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 beträgt jede Prämie, die der lokalen Behörde im Rahmen dieser Vereinbarung gewährt wird, 700 000 BEF pro Vertragsbediensteten.

#### Art. 3. - Tätigkeit im nichtkommerziellen Sektor

Die lokale Behörde versichert, daß die Tätigkeiten des bezuschußten Vertragspersonals, für das die Prämien gewährt werden:

- gemeinnützig oder sozialbezogen sind bzw. einen kulturellen Charakter haben;
- keinen gewinnbringenden Zweck haben;
- gemeinschaftlichen Bedürfnissen entsprechen, denen sonst nicht entgegenkommen wäre.

#### Art. 4. - Bezeichnung für einen Containerpark

Die lokale Behörde versichert, daß das Vertragspersonal, für das die Prämien gewährt werden, ausschließlich in einem oder mehreren der in Artikel 1 des Erlasses vom 11. Mai 1995 erwähnten Containerparks beschäftigt wird, oder für andere Umweltaufgaben, wenn die lokale Behörde die in Artikel 5, § 2 oder in Artikel 6, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 vorgesehene Erlaubnis erhalten hat.



## Art. 5. - Gewährungsbedingungen der Prämien

§ 1. Ist die lokale Behörde eine Gemeinde, so versichert sie:

1° daß sie ihre sämtlichen Abfälle gemäß einer der Behandlungsweisen verarbeiten läßt, die im Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle in einem oder mehreren Containerpark(s) ablagert;

2° daß jeder Containerpark der Definition des Artikels 1 des obenerwähnten Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Mai 1995 entspricht;

3° daß ..... Containerpark(s) den Benutzern mindestens 38 Stunden in der Woche kostenlos zugänglich ist (sind) und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden;

4° daß ..... Containerpark(s) den Benutzern mindestens 19 Stunden in der Woche kostenlos zugänglich ist (sind), und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden, und daß in diesem Fall die betroffenen bezuschußten Vertragsbediensteten während 19 Stunden in der Woche für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden;

5° daß der Zugang zu jedem Containerpark ausschließlich den Privatpersonen vorbehalten ist;

6° daß sie die potentiellen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, seine Lage, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren wird.

§ 2. Ist die lokale Behörde eine Gemeindevereinigung, so versichert sie:

1° daß sie von einer oder mehreren Gemeinde(n), Mitglied(ern) der Vereinigung, mit der Betreuung des oder der Containerparks, in dem(denen) das bezuschußte Vertragspersonal beschäftigt wird, zwecks Behandlung ihrer Abfälle beauftragt worden ist;

2° daß die Gemeinde(n), die sie mit der Betreuung der Containerparks beauftragt hat(haben), in denen das bezuschußte Vertragspersonal beschäftigt wird, ihre sämtlichen Abfälle gemäß einer der Behandlungsweisen verarbeiten läßt(lassen), die im Artikel 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. März 1983 über die Gewährung von Subventionen an nachgeordnete Behörden für die Behandlung von Hausmüll angeführt sind, und zu diesem Zwecke einen Teil besagter Abfälle in einem oder mehreren Containerpark(s) ablagert(ern);

3° daß ..... Containerpark(s) den Benutzern mindestens 38 Stunden in der Woche kostenlos zugänglich ist (sind) und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden;

4° daß ..... Containerpark(s) den Benutzern mindestens 19 Stunden in der Woche frei zugänglich ist (sind), und auf jeden Fall samstags während 4 Stunden, und daß in diesem Fall die betroffenen bezuschußten Vertragsbediensteten während 19 Stunden in der Woche für andere Umweltaufgaben in der Gemeinde beschäftigt werden;

5° daß der Zugang zu jedem Containerpark ausschließlich den Privatpersonen vorbehalten ist;

6° daß sie die potentiellen Benutzer über das Bestehen jedes Containerparks, seine Lage, seine Unentgeltlichkeit und seine Zugangszeiten regelmäßig informieren wird.

## Art. 6. - Lageänderungen

Die lokale Behörde teilt dem Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung unverzüglich jede Änderung mit, die dazu angetan ist, eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung einer Prämie abzuändern.

Jede Änderung einer oder mehrerer Bedingungen für die Gewährung einer Prämie hat automatisch ab dem Tag der Änderung den Verlust des Anspruchs auf diese Prämie zur Folge.

Im Falle eines Verstoßes gegen die in Absatz 1 erwähnte Informationsbedingung durch die lokale Behörde kann der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung ab dem Tag der nicht mitgeteilten Änderung den Verlust des Anspruchs auf die gesamten Prämien feststellen.

## Art. 7. - Zahlung der Prämien

Die Prämien werden gemäß Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988 zur Festlegung der Zahlungsmodalitäten für die in Artikel 2 des obenerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 vorgesehenen Prämie ausgezahlt.

## Art. 8. - Dauer

Diese Vereinbarung tritt am ..... in Kraft.

Sie tritt spätestens am 31. Januar 2000 außer Kraft.

Ihr Inkrafttreten bedarf der Zustimmung des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.

In drei Ausfertigungen ausgestellt, am .....

Die lokale Behörde,

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört,

Genehmigt am .....

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört,

Diese durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, unterzeichnete und durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, genehmigte Vereinbarung wird der lokalen Behörde durch den Minister der Beschäftigung am ..... mitgeteilt.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die bezuschußten Vertragsbediensteten, die in Containerparks bechäftigt werden, beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 2256

[C - 27446]

**11 MEI 1995. - Besluit van de Waalse Regering betreffende de gesubsidieerde contractuelen (Geco's) aangesteld voor de exploitatie van containerparken**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdeelcriteria voor de toekenning van toelagen aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de Gewestelijke afvalcommissie, gegeven op 5 mei 1995;

Gelet op het advies van de Waalse gewestelijke dienst voor afvalstoffen, gegeven op 3 mei 1995;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor steden en gemeenten, gegeven op 10 mei 1995;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd enerzijds door de groeiende wanverhouding tussen kleine en grote gemeenten inzake het aantal gesubsidieerde contractuelen voor de exploitatie van containerparken waarop zij aanspraak kunnen maken volgens de berekeningswijze bedoeld in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken, en anderzijds door het feit dat de plaatselijke besturen, gemeenten of intercommunales bij het opmaken van de nieuwe begrotingen rekening moeten houden met dat gegeven;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- "koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986" : het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

- "besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991" : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdeelcriteria voor de toekenning van toelagen aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn;

- "containerpark" : behoorlijk erkende en bewaakte omheinde ruimte voor de selectieve opslag van afvalstoffen, zoals glas, oliën, papier, karton, plastic en metaal, die er gesorteerd en, naargelang hun aard, over verschillende containers verspreid worden om vervolgens te worden afgevoerd naar centra waar ze, zo mogelijk, gevaloriseerd of, in voorkomend geval, verwijderd worden.

- "gesubsidieerde contractuelen" : de personeelsleden zoals bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 474 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen.

**Art. 2.** De toepassingsfeer van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 wordt uitgebreid tot de verenigingen van gemeenten met economische doeleinden wanneer de gesubsidieerde contractuelen worden aangesteld voor de exploitatie van containerparken, zoals bepaald in artikel 1 van dit besluit, of voor andere taken m.b.t. leefmilieu, overeenkomstig artikel 5, § 2, of artikel 6, § 2, van dit besluit.**Art. 3.** Wanneer een plaatselijk bestuur een gemeente of een vereniging van gemeenten is en het een gesubsidieerde contractueel voor de exploitatie van een containerpark aanstelt, zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing, in afwijking van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991.**Art. 4. § 1.** De aan het plaatselijk bestuur toegekende jaarlijkse premie bedraagt 350 000 frank.

§ 2. Bovenop de in § 1 bedoelde premie verleent de Minister van Leefmilieu een jaarlijkse toelage van 350 000 frank per gesubsidieerde contractueel aangesteld voor de exploitatie van een containerpark.

**Art. 5. § 1.** Als het plaatselijk bestuur een gemeente is, worden de in artikel 4 bedoelde premies onder de volgende voorwaarden toegekend :

1° de gemeente moet het geheel van haar afvalstoffen laten behandelen op één van de wijzen bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit verband, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

2° elk containerpark moet kosteloos gebruikt kunnen worden en voortdurend toegankelijk zijn, te weten minstens 38 uur per week; waarvan minimum 4 uur op zaterdag;

3° elk containerpark moet uitsluitend voor particulieren toegankelijk zijn;

4° de gemeente moet de potentiële gebruikers geregeld inlichten over het bestaan van elk containerpark, de lokalisatie, het kosteloze gebruik en de openingstijden ervan.

§ 2. In afwijking van § 1, 2°, kan de Minister van Leefmilieu toestaan dat een containerpark met minder dan 16 000 gebruikers slechts halftime toegankelijk is, te weten 19 uur per week waarvan minstens 4 uur op zaterdag. Die vergunning mag slechts verleend worden als de betrokken gesubsidieerde contractuelen, buiten de openingstijden en voor het saldo van hun wekelijkse arbeidstijd, andere milieutaken in de gemeente moeten uitvoeren.

**Art. 6. § 1.** Als het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, worden de in artikel 4 bedoelde premies onder de volgende voorwaarden toegekend :

1° de vereniging van gemeenten moet door één of meerdere gemeenten die er deel van uitmaken, belast worden met de exploitatie van containerparken met het oog op de behandeling van hun afval;

2° de gemeente(n) die de vereniging belast heeft/hebben met de exploitatie van containerparken moet(en) het geheel van haar/hun afval laten behandelen op één van de wijzen bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 inzake toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit verband, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwen;

3° elk containerpark moet kosteloos gebruikt kunnen worden en voortdurend toegankelijk zijn, te weten minstens 38 uur per week, waarvan minimum 4 uur op zaterdag;

4° elk containerpark moet uitsluitend voor particulieren toegankelijk zijn;

5° de vereniging van gemeenten moet de potentiële gebruikers geregeld inlichten over het bestaan van elk containerpark, het kosteloze gebruik en de openingstijden ervan.

§ 2. In afwijking van § 1, 3°, kan de Minister van Leefmilieu toestaan dat een containerpark met minder dan 16 000 gebruikers slechts halftime toegankelijk is, te weten 19 uur per week, waarvan minstens 4 uur op zaterdag. Die vergunning mag slechts verleend worden als de betrokken gesubsidieerde contractuelen, buiten de openingstijden en voor hun overige wekelijkse arbeidstijd, andere milieutaken in de gemeente moeten uitvoeren.

**Art. 7.** § 1. Het maximum aantal contractuelen voor wie het plaatselijk bestuur de in artikel 4 van dit besluit bedoelde premies kan genieten, wordt als volgt vastgesteld :

1° voor een containerpark van minder dan 16 000 gebruikers : 2 Geco's;

2° voor een containerpark van 16 001 tot 30 000 gebruikers : 3 Geco's;

3° voor een containerpark van 30 001 tot 50 000 gebruikers : 4 Geco's.

§ 2. Er mogen hoogstens 4 gesubsidieerde contractuelen per containerpark aangesteld worden.

§ 3. Het aantal gebruikers per containerpark wordt in bijlage 1 bij dit besluit bepaald.

**Art. 8.** § 1. Als het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, is het maximum aantal contractuelen voor wie de in artikel 4 bedoelde premies kunnen worden toegelaten, gelijk aan het aantal contractuelen waarop zij op grond van artikel 7 aanspraak kan maken.

§ 2. Het in § 1 vermelde maximum aantal moet vermeerderd worden met een coördinatie-eenheid voor de in bijlage 1 bedoelde verenigingen van gemeenten die over minder dan 20 werkelijk tewerkgestelde gesubsidieerde contractuelen beschikken, en met een aanvullende coördinatie-eenheid per reeks van 20 gesubsidieerde contractuelen die bovenop die 20 werkelijk tewerkgesteld zijn, voor zover :

1° alle gebruikers van het gebied toegang hebben tot het geheel van de containerparken van dat gebied;

2° de prijs per inwoner verschuldigd door elke gemeente die voor deze dienst van de vereniging deel uitmaakt, dezelfde is voor elke gemeente.

§ 3. Als alle containerparken die onder de vereniging van gemeenten ressorteren meer dan 38 uren per week toegankelijk zijn, moet het in § 1 bedoelde maximum aantal gesubsidieerde contractuelen vermeerderd worden met één eenheid per reeks van 10 gesubsidieerde contractuelen die, bovenop 38 uur, werkelijk aangeworven zijn per tranche van 20 uur.

**Art. 9.** Als een gemeente, voor de behandeling van haar afval, de exploitatie van containerparken aan een vereniging van gemeenten toevertrouwt, kan alleen deze laatste de in artikel 4 bedoelde premies genieten.

**Art. 10.** Het plaatselijk bestuur dat de in artikel 4 bedoelde premies voor gesubsidieerde contractuelen wenst te genieten, dient een aanvraag in bij de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, in tweevoud opgemaakt en overeenstemmend met het in bijlage 2 bij dit besluit gevoegde model.

Als het plaatselijk bestuur niet vermeld wordt in bijlage 1 bij dit besluit, voegt het het aantal gebruikers van het containerpark bij zijn aanvraag en, in voorkomend geval, de overeenkomst waarbij de samenwerking tussen verschillende plaatselijke besturen voor het gemeenschappelijke gebruik van het containerpark is vastgesteld.

De toekenning van elke premie wordt onderworpen aan het naleven van een overeenkomst tussen het plaatselijk bestuur en de Minister van Tewerkstelling, die met het in bijlage 3 vermelde model overeenstemt.

**Art. 11.** § 1. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 december 1992 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken wordt opgeheven.

§ 2. In afwijking van § 1 blijft voornoemd besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot 31 januari 1996 van toepassing op de plaatselijke besturen die, mocht dit besluit op hen van toepassing zijn, aanspraak zouden kunnen maken op een aantal geco's dat kleiner is dan het aantal waarop ze recht hebben overeenkomstig het besluit van 3 december 1992, voor zover de Geco's reeds tewerkgesteld zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het houdt op van kracht te zijn op 31 januari 2000.

**Art. 13.** De Ministers van Tewerkstelling en Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage 1

[F - 27446]

Aantal gebruikers per containerparkB.E.P.N.GECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
ANDENNE	23.300	Andenne	3
ASSESE	10.816	Assesse et Gesves	2
CERFONTAINE	4.190	Cerfontaine	2
FERNELMONT	5.870	Fernelmont	2
FOSSES-LA-VILLE	8.276	Fosses-la-Ville	2
GEMBOUX	19.550	Gembloux	3
JEMEPPE-S/SAMBRE	17.241	Jemeppe-sur-Sambre	3
LA BRUYERE	7.403	La Bruyère	2
NANINNE	104.372	Namen 1	4
MALONNE		Namen 2	4
		Namen 3	4
METTET	10.561	Mettet	2
SAMBREVILLE	27.424	Sambreville	3
ANHEE	16.661	Anhée, Onhaye, Yvoir	3
BEAURAING	8.057	Beauraing	2
CINEY	14.122	Ciney	2
DINANT	12.461	Dinant	2
HAMOIS	6.017	Hamois	2
HASTIERE	4.560	Hastière	2
HAVELANGE	7.855	Havelange, Somme-Leuze	2
PROFONDEVILLE	10.015	Profondeville	2
ROCHEFORT	11.450	Rochefort	2
COUVIN	18.704	Couvin, Viroinval	3
FLORENNES	10.724	Florennes	2
PHILIPPEVILLE	7.384	Philippeville	2
WALCOURT	16.121	Walcourt	3
MALVOISIN	10.004	Bièvre, Gedinne, Vresse-sur-Semois	2
		<b>Totaal</b>	<b>67</b>
		Coördinatoren	3
		<b>TOTAAL</b>	<b>70</b>

I.B.W.GECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
EIGENBRAKEL	33.802	Eigenbrakel	4
KASTEELBRAKEL	8.366	Kasteelbrakel	2
'S GRAVENBRAKEL	18.190	'S Gravenbrakel	3
CHAUMONT-GISTOUX	9.275	Chaumont-Gistoux	2
COURT-ST-ETIENNE	8.021	Court-St-Etienne	2
GENEPIEN	13.299	Genepiën	2

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
INCOURT	12.137	Incourt, Graven, Bevekom, Geldenaken	2
ITTER	5.393	Itter	2
GELDENAKEN	12.883	Geldenaken, Bevekom, Ramillies	2
NIJVEL	23.435	Nijvel	3
ORP-JAUCHE	11.696	Orp-Jauché, Hélecine, Ramillies	2
OTTIGNIES/L-L-N	27.220	Ottignies, Mont-St-Guibert	3
PERWIJS	8.598	Perwijs, Ramillies, Rebecq	2
REBECQ	9.513	Rebecq	2
RIXENSART	32.410	Rixensart, Lasne, Terhulpen	4
TUBEKE	21.014	Tubeke	3
VILLERS-LA-VILLE	8.546	Villers-la-Ville	2
WALHAIN	13.740	Walhain, Chastre, Mont-St-Guibert	2
WATERLOO	36.813	Waterloo, Lasne, Terhulpen	4
WAVER	36.802	Waver, Graven	4
		<b>Totaal</b>	<b>52</b>
		Coördinators	3
		<b>TOTAAL</b>	<b>55</b>

I.C.D.I.GECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
AISEAU-FARCIENNES	22.715	Aiseau-Presles/Farciennes	3
ANDERLUES	11.420	Anderlues	2
CHARLEROI	207.000	Charleroi	4
	(1)		4
	(2)		4
	(3)		4
	(4)		4
CHATELET	36.485	Châtelet	4
COURCELLES	29.700	Courcelles	3
FLEURUS	22.876	Fleurus	3
FONTAINE-L'EVEQUE	17.510	Fontaine-l'Evêque	3
GERPINNES	11.562	Gerpennes	2
HAM-SUR-HEURE	12.953	Ham-sur-Heure/Nalines	2
LES BONS VILLERS	8.399	Les Bons Villers	2
MONTIGNY-LE-TILLEUL	10.277	Montigny-le-Tilleul	2
PONT-A-CELLES	15.688	Pont-à-Celles	2
THUIN	14.268	Thuin	2
		<b>Totaal</b>	<b>46</b>
		Coördinators	2
		<b>TOTAAL</b>	<b>48</b>

IDEAGECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
BINCHE	32.929	Binche	4
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	14.204	Chapelle-lez-Herlaimont	2
ECAUSSINNES	9.536	Ecaussinnes	2
ESTINNES	7.287	Estinnes	2
LE ROEULX	7.938	Le Roeulx	2
MANAGE	21.871	Manage	3
MERBES	3.996	Merbes	2
MORLANWELZ	18.285	Morlanwelz	3
ZINNIK	24.086	Zinnik	3
LA LOUVIERE (4 containerparken)	88.000	La Louvière	12
		<b>Totaal</b>	<b>35</b>
		Coördinatoren	1
		<b>TOTAAL</b>	<b>36</b>

IDELUXGECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
AMEL	5.107	Amel	2
AARLEN	24.063	Aarlen	3
ATTERT	3.525	Attert	2
AUBANGE	25.024	Aubange, Messancy, Musson	3
BASTENAKEN	12.564	Bastenaken	2
BERTOEGNE	5.450	Bertogne, Sainte-Ode	2
BERTRIX	9.357	Bertrix	2
BOUILLON	9.197	Bouillon	2
BUTGENBACH	5.460	Butgenbach	2
CHINY	5.497	Chiny	2
DURBUY	13.102	Durbuy	2
EREZEE	3.384	Erezée	2
FLORENVILLE	6.861	Florenville	2
GOUVY	5.401	Gouvy	2
HABAY	6.781	Habay	2
HERBEUMONT	2.167	Herbeumont	2
HOTTON	5.627	Hotton	2
HOUFFALIZE	5.546	Houffalize	2
LA ROCHE	7.276	La Roche	2
LEGLISE	3.608	Léglise	2
LIBIN	4.695	Libin	2
LIBRAMONT	8.858	Libramont	2
LIERNEUX	7.598	Lierneux, Manhay	2
MALMEDY	11.143	Malmédy	2
MARCHE	16.119	Marche	3
NASSOGNE	5.223	Nassogne	2

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
NEUFCHATEAU	6.425	Neufchâteau	2
PALISEUL	5.204	Paliseul	2
RENDEUX	3.429	Rendeux	2
ROUVROY	17.256	Rouvroy, Meix, Virton	3
SAINT-HUBERT	6.363	Saint-Hubert	2
SAINT-LEGER	3.081	Saint-Léger	2
SAINT-VITH	9.194	Saint-Vith	2
STAVELOT	7.963	Stavelot	2
STOUMONT	3.525	Stoumont	2
TENNEVILLE	2.756	Tenneville	2
TROIS-PONTS	3.007	Trois-Ponts	2
VAUX-SUR-SURE	3.950	Vaux-sur-Sûre	2
VIELSALM	8.218	Vielsalm	2
WAIMES	7.645	Waimes	2
WELLIN	3.000	Wellin	2
BULLANGE	5.615	Bullange	2
BURG-REULAND	4.023	Burg-Reuland	2
DAVERDISSE	1.653	Daverdisse	2
TELLIN	2.535	Tellin	2
FAUVILLERS	3.821	Fauvillers, Martelange	2
		<b>Totaal</b>	<b>96</b>
		Coördinators	5
		<b>TOTAAL</b>	<b>101</b>

**INTERSUD****GECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN**

Naam van de gemeenten waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
THUIN	19.864	Thuin, Lobbes	3
CHIMAY	9.761	Chimay	2
ERQUELINNES	13.584	Erquelinnes, Merbes-le-Château	2
MOMIGNIES	5.075	Momignies	2
2 containerparken op de zogenaamde centrale zone	13.735	Froidchappelle, Beaumont, Sivry-Rance	4
		<b>Totaal</b>	<b>13</b>
		Coördinators	1
		<b>TOTAAL</b>	<b>14</b>

INTRADELGECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal Geco's
ANS	35.894	Ans, Awans	4
AYWAILLE	9.580	Aywaille	2
BLEGNY	11.895	Blégny	2
BURDINNE	7.625	Burdinne, Braives	2
COMBLAIN	5.205	Comblain	2
FLEMALLE	32.373	Flémalle, Engis	4
FLERON	44.869	Fléron, Beyne-Heusay, Soumagne, Olne	4
GRACE-HOLLOGNE	46.141	Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas	4
HANNUIT	15.161	Hannuit, Lincet	2
HOEI	27.325	Hoei, Marchin, Ohey	3
NANDRIN	13.838	Nandrin, Neupré	2
OUPEYE	23.507	Oupeye	3
REMICOURT	15.175	Remicourt, Donceel, Crisnée, Fexhe	2
SPA	10.432	Spa	2
SPRIMONT	11.577	Sprimont	2
WISE	22.810	Visé, Dalhem	3
WANZE	39.576	Wanze, Amay, Saint-Georges, Verlaine, Villers le Bouillet	4
BORGWORM	20.592	Borgworm, Geer, Faimes, Berloz	3
ANTHISNES	6.171	Anthisnes, Ouffet	2
BITSINGEN	8.091	Bitsingen	2
CHAUDFONTAINE	20.725	Chaudfontaine	3
CLAVIER	9.359	Clavier, Modave, Tinlot	2
ESNEUX	12.959	Esneux	2
FERRIERES	7.381	Ferrières, Hamoir	2
HERSTAL	36.932	Herstal	4
HERVE	20.531	Herve, Thimister	3
JALHAY	6.687	Jalhay	2
KELMIS	19.103	Kelmis, Raeren	3
LIMBOURG	8.871	Limbourg, Baelen	2
PLOMBIERES	12.794	Plombières, Aubel	2
SERAING	61.439 (1)	Seraing	4
	(2)		4
THEUX	10.381	Theux	2
TROOZ	7.658	Trooz	2
VERVIERS	77.243 (1)	Verviers, Pépinster, Dison	4
	(2)		4
WASSEIGES	2.024	Wasseiges	2
WELKENRAEDT	13.059	Welkenraedt, Lontzen	2
LUIK 1	195.389	Luik Bayards	4
LUIK 2		Luik Sart Moray	4
LUIK 3			4
LUIK 4			4
EUPEN	17.211	Eupen	3
		<b>Totaal</b>	<b>122</b>
		Coördinatoren	6
		<b>TOTAAL</b>	<b>128</b>



IPALLEGECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
LEUZE	17.815	Leuze fusiegemeente (+) Barry, Maulde, Baugnies, Moulbaix, Houtaing	3
BELOEIL	17.203	Beloeil fusiegemeente (+) Blaton	3
RUMES	8.245	Rumes fusiegemeente (+) Espiechin, Froidmont, Willemeau, Ere	2
EDINGEN	10.437	Edingen fusiegemeente	2
AAT	21.182	Aat fusiegemeente (-) Moulbaix, Houtaing	3
DOORNIK 1	31.000	Doornik intra-muros (+) een deel van Pecq	4
LESSEN	16.298	Lessen fusiegemeente	3
ESTAIMPUIS	16.008	Estaimpuis fusiegemeente (+) Herseaux, een deel van Pecq	3
FRASNES	10.709	Frasnes fusiegemeente	2
PERUWELZ	16.090	Péruwelz fusiegemeente (-) Baugnies	3
ELZELE-VLOESBERG	8.508	Elzele fusiegemeente+ Vloesberg fusiegemeente	2
ANTOING-BRUNEHAUT	16.792	Antoing fusiegemeente, Brunehaut fusiegemeente (+) Saint-Maur et Vezon	3
DOORNIK 2	17.000	Een deel van Doornik extra-muros	3
SILLY	8.262	Silly fusiegemeente (+) een deel van de fusiegemeente Brugelette	2
MOESKROEN 1	17.000	een deel van de fusiegemeente Moeskroen	3
KOMEN	17.822	Komen fusiegemeente	3
MOESKROEN 2	16.500	een deel van de fusiegemeente Moeskroen (-) een deel van Herseaux	3
MOESKROEN 3	16.500	het andere deel van de fusiegemeente Moeskroen	3
DOORNIK 3	16.300	Het andere deel van Doornik extra-muros (-) St-Maur, Vezon, Espiechin, Froidmont, Willemeau, Ere, Barry, Maulde	3
MT-ENCLUS CELLES (Mont Enclus → lidmaatschap door de gemeente aangevraagd)	8.551	Enclus fusiegemeente Celles fusiegemeente op de volgende algemene vergadering voor te stellen	2
BERNISSART	7.479	Fusiegemeente Bernissart (-) Blaton	2
CHIEVRES	7.480	Chièvres fusiegemeente (+) een deel van Brugelette	2
		<b>Totaal</b>	<b>59</b>
		Coördinatoren	3
		<b>TOTAAL</b>	<b>62</b>

I.S.P.H.GECO'S VOOR DE EXPLOITATIE VAN CONTAINERPARKEN

Naam van de gemeente waar het park gelegen is	Bevolking	Betrokken gemeenten	Aantal geco's
BOUSSU	20.727	Boussu	3
COLFONTAINE	21.428	Colfontaine	3
FRAMERIES	21.268	Frameries	3
HONNELLES	4.983	Honnelles	2
BERGEN	92.553 (1)	Bergen	3
	(2)		3
	(3)		
QUAREGNON	19.660	Quaregnon	3
QUEVY	7.382	Quévy	2
SAINT-GHISLAIN	22.155	Saint-Ghislain	3
HENSIES	6.729	Hensies	2
		<b>Totaal</b>	<b>30</b>
		Coördinatoren	1
		<b>TOTAAL</b>	<b>31</b>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage 2

**Model van premieaanvraag  
voor gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken en model van overeenkomst  
voor de toekenning van die premies**

## Premieaanvraag

- 1° De stad, de gemeente .....  
vertegenwoordigd door de heer/mevrouw ....., burgemeester  
en de heer/mevrouw ....., gemeentesecretaris.
- 2° De vereniging van gemeenten, ..... met zetel te .....  
vertegenwoordigd door de heer/mevrouw ..... voorzitter van de raad van bestuur  
en de heer/mevrouw ..... secretaris van de raad van bestuur,  
hierna "plaatselijk bestuur" genoemd.
1. Indien het plaatselijk bestuur een gemeente is :
- A. Wenst de in artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken bedoelde premies te genieten voor .... voltijdse contractuelen die zij bij volgend(e) containerpark(en) zal aanstellen :
- Nr. 1 Containerpark van ..... gelegen te .....
- Nr. 2 Containerpark van ..... gelegen te .....
- Nr. 3 Containerpark van ..... gelegen te .....
- Nr. 4 Containerpark van ..... gelegen te .....
- B. Wenst de in artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 bedoelde vergunning te verkrijgen. Het/de containerpark(en) waarop deze vergunning betrekking heeft, is/zijn :
- Nr. 1 Containerpark van ..... gelegen te .....  
toegankelijk ... uur/week, waarvan minstens 4 uur op zaterdag.
- Nr. 2 Containerpark van ..... gelegen te .....  
toegankelijk ... uur/week, waarvan minstens 4 uur op zaterdag.
- Nr. 3 Containerpark van ..... gelegen te .....  
toegankelijk ... uur/week, waarvan minstens 4 uur op zaterdag.
- Nr. 4 Containerpark van ..... gelegen te .....  
toegankelijk ... uur/week, waarvan minstens 4 uur op zaterdag.
- De taken m.b.t. leefmilieu waarvoor de gesubsidieerde contractuelen voor hun overige wekelijkse arbeidstijd zullen worden aangesteld, zijn de volgende :
1. Activiteit : ..... aantal uren/week .....
2. Activiteit : ..... aantal uren/week .....
3. Activiteit : ..... aantal uren/week .....
4. Activiteit : ..... aantal uren/week .....
- C De gesubsidieerde contractueel(en) wordt (worden) voor deze containerparken aangeworven en aangesteld vanaf
- Contractueel 1 ..... bij het containerpark nr .....
- Contractueel 2 ..... bij het containerpark nr .....
- Contractueel 3 ..... bij het containerpark nr .....
- Contractueel 4 ..... bij het containerpark nr .....
- D Het aantal potentiële gebruikers is ..... (zie het referentieaantal gebruikers in bijlage 1).  
Het maximum aantal premies waarop de gemeente aanspraak kan maken is dus .....
2. Indien het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is
- A. De gemeenten die de exploitatie van containerparken hebben toevertrouwd aan de vereniging van gemeenten die om premies vraagt, zijn de volgende
- Gemeente ..... containerpark van .....
- Gemeente ..... containerpark van .....
- Gemeente ..... containerpark van .....
- Gemeente ..... containerpark van .....
- Aantal potentiële gebruikers van elk van die containerparken
- Containerpark ..... potentiële gebruikers
- Containerpark ..... potentiële gebruikers
- Containerpark ..... potentiële gebruikers
- Containerpark ..... potentiële gebruikers

B. Wenst de in artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 bedoelde vergunning te verkrijgen.

(N.B. : voor iedere gemeente worden gegevens over de aan deze vergunning onderworpen containerparken bijgevoegd, die overeenstemmen met de onder 1.B vermelde gegevens).

C. Het maximum aantal premies waarop iedere vereniging van gemeenten aanspraak kan maken, is dus :

- Containerpark .....	: aantal premies .....
- Containerpark .....	: aantal premies .....
- Containerpark .....	: aantal premies .....
- Containerpark .....	: aantal premies .....
TOTAAL : .....	premies

### 3. Gemeenschappelijke bepalingen

A. Het plaatselijk bestuur dient deze aanvraag in, met inachtneming van de onderhandelingsprocedure voorzien bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en voegt er het protocol van de syndicale onderhandelingen bij.

B. Bijgevolg :

- tekent het plaatselijk bestuur de overeenkomst voor akkoord, waarvan sprake in bijlage 3 bij het besluit van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken;
- verzoekt het plaatselijk bestuur de Minister van Tewerkstelling om de gehele of gedeeltelijke toekenning van de aangevraagde premies en, dientengevolge, om aanvulling van artikel 1 van de overeenkomst;
- verzoekt het plaatselijk bestuur de Minister van Leefmilieu om diens insteming met de toekenning van deze premies door de Minister van Tewerkstelling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

### Bijlage 3

#### Overeenkomst omtrent de toekenning van premies

Inschrijvingsnummer bij de RSZ/PPO : .....  
Tussen, enerzijds ....., hierna "plaatselijk bestuur" genoemd,  
en, anderzijds de Minister van Tewerkstelling,  
Wordt het volgende overeengekomen :

#### Inleiding

1. Deze overeenkomst wordt aangegaan krachtens het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van de door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen en van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken.

2. Het plaatselijk bestuur heeft een in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 bedoelde aanvraag om premies bij de Minister van Tewerkstelling ingediend.

Artikel 1. - Toekenning van premies

De Minister verleent het plaatselijk bestuur jaarlijks ..... premies voor evenveel voltijds tewerkgestelde gesubsidieerde contractuelen.

Art. 2. - Bedrag van de premies

Overeenkomstig artikel 4 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 bedragen de aan het plaatselijk bestuur toegekende premies 700 000 BF per contractueel.

Art. 3. - Activiteiten in de niet-commerciële sector

Het plaatselijk bestuur verzekert dat de activiteiten van de gesubsidieerde contractuelen voor wie premies worden toegekend :

- a) van algemeen of sociaal nut of van cultureel belang zijn,
- b) geen winstgevend doel nastreven,
- c) in collectieve behoeften voorzien, waarin anders niet zou worden voorzien.

Art. 4. - Aanstelling bij een containerpark

Het plaatselijk bestuur verzekert dat de gesubsidieerde contractuelen voor wie premies worden verleend, uitsluitend aangesteld worden voor de exploitatie van één (of meer) containerpark(en) bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 of voor andere taken m.b.t. leefmilieu wanneer het plaatselijk bestuur de in artikel 5, § 2, of in artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 bedoelde afwijking geniet of zou genieten.

## Art. 5. – Voorwaarden voor de premietoekenning

§ 1. Indien het plaatselijk bestuur een gemeente is, verzekert het dat :

1° het al zijn afvalstoffen laat behandelen op één van de wijzen bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 betreffende de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit verband, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwt;

2° elk containerpark overeenstemt met de definitie waarvan sprake in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995.

3° de gebruikers minstens 38 uur per week en, in ieder geval, 4 uur 's zaterdags gratis toegang hebben tot .... containerpark(en);

4° de gebruikers .... minstens 19 uur per week en, hoe dan ook, 4 uur 's zaterdags gratis toegang hebben tot .... containerpark(en) en dat de gesubsidieerde contractuelen, in dit geval, 19 uur per week voor andere taken m.b.t. leefmilieu in de gemeente aangesteld zijn;

5° elk containerpark uitsluitend voor particulieren toegankelijk is;

6° het de potentiële gebruikers geregeld zal inlichten over het bestaan van elk containerpark, de lokalisatie, het kosteloze gebruik en de openingstijden ervan.

§ 2. Indien het plaatselijk bestuur een vereniging van gemeenten is, verzekert het dat :

1° het instaat voor de exploitatie van het (de) containerpark(en) waar de gesubsidieerde contractuelen worden aangesteld door één of meerdere gemeenten die deel uitmaakt/uitmaken van de vereniging, met het oog op de behandeling van hun afval;

2° dat de gemeente(n) die het de exploitatie van containerparken waar gesubsidieerde contractuelen zijn aangesteld, toevertrouwd heeft (hebben), al hun afval moet(en) laten behandelen op één van de wijzen bedoeld in artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 maart 1983 betreffende de toekenning van subsidies aan ondergeschikte besturen voor de behandeling van huisvuil en, in dit verband, een deel ervan aan één of meerdere containerparken toevertrouwt (en);

3° de gebruikers minstens 38 uur per week en, in ieder geval, 4 uur 's zaterdags gratis toegang hebben tot .... containerpark(en);

4° de gebruikers .... minstens 19 uur per week en, hoe dan ook, 4 uur 's zaterdags gratis toegang hebben tot .... containerpark(en) en dat de gesubsidieerde contractuelen, in dit geval, 19 uur per week voor andere taken m.b.t. leefmilieu in de gemeente aangesteld zijn;

5° dat elk containerpark uitsluitend voor particulieren toegankelijk is;

6° dat het de potentiële gebruikers geregeld zal inlichten over het bestaan van elk containerpark, de lokalisatie, het kosteloze gebruik en de openingstijden ervan.

## Art. 6. – Wijziging van de toestand

Het plaatselijk bestuur stelt de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling onmiddellijk in kennis van elke verandering waardoor één of meerdere voorwaarden voor een premietoekenning wijzigingen zouden kunnen ondergaan.

Elke wijziging in één of meerdere voorwaarden voor een premietoekenning heeft van rechtswege het verlies van het recht op deze premie tot gevolg met ingang van de dag waarop deze wijziging ingaat.

Wanneer het plaatselijk bestuur de in het eerste lid bedoelde informatieplicht niet nakomt, kan de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling het verlies van het recht op alle premies vaststellen met ingang van de dag waarop de wijziging niet werd meegeedeeld.

## Art. 7. – Betaling van de premies

De premies worden uitbetaald overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 tot vaststelling van de uitbetalingsmodaliteiten van de toelage bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986.

## Art. 8. – Duur

Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van .....

Zij verstrijkt uiterlijk 31 januari 2000.

De inwerkingtreding ervan is onderworpen aan het akkoord van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw.

In drievoud opgemaakt op .....

Het plaatselijk bestuur, De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling

Gezien voor akkoord, op .....

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Deze overeenkomst, getekend door de Minister van Tewerkstelling en gezien voor akkoord gezien door de Minister van Leefmilieu, wordt door de Minister van Tewerkstelling aan het plaatselijk bestuur betekend op ..... Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen aangesteld voor de exploitatie van containerparken.

Namen, 11 mei 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN